de la commission 3 francs (adopté).

de la commission 5 fr.

N° 71. — Seigle en grains; chiffre de la commission 6 francs (adopté); seigle en farines, chiffre de la commission 9 francs (adopté).

M. Raynal développe un amendement tendant à réduire de 3 fr. à 1 fr. les droits sur les maïs en grains.

Les événements qui infligent un démenti formel aux assertions des partisans du droit, les maïs ont atteint des prix tels que treize distilleries de grains ont disparu; celles qui fonctionnent encore vivent sur le stock qui existait encore en France avant l'établissement du droit.

La Chambre va dire si ces établissements doivent fermer leurs portes et renvoyer leurs ouvriers.

La commission soutient que les distilleries industrielles ont fait disparaître les distilleries agricoles, c'est une erreur; les distilleries agricoles ont disparu par le fait de la commission des distilleries agricoles.

Sans le droit de 3 francs, les grandes usines de Marseille et de Bordeaux n'auraient pas congédié leurs ouvriers; elles continueraient à travailler.

On dit que la prochaine récolte sera bonne et que le prix du maïs baissera; mais à la Plata, le pays qui envoyait en France le plus de maïs, la récolte est nulle.

Aussi, je supplie la Chambre de marquer sa sympathie pour cette réduction, et si elle ne veut pas accepter mon amendement, qu'elle vote 1 fr. 75 ou 2 fr., mais qu'elle repousse le droit de 3 fr. demandé par la Commission. (Bruit de conversations.)

M. Tirard, rapporteur, explique la disparition des distilleries par la diminution du prix de l'alcool coïncidant avec une élévation considérable de la matière première, du reste elles sont encore plus de 40 qui sont en train de se transformer employant en même temps que du maïs, du mélasse et des céréales indigènes.

Si on demande que l'on réduise à 1 fr. 50 le droit sur les maïs, ce droit n'a pour but que de protéger contre les produits français l'industrie de la betterave (réclamations sur quelques bancs.)

Le chiffre de la commission 3 fr. sur les maïs en grains mis aux voix est adopté par 308 voix contre 214.

Le chiffre adopté ensuite le droit de 5 fr. sur les maïs en farine.

N° 74. — Malt (orge germée). Le chiffre de la commission 5 fr. par 100 kil. est adopté.

LE DROIT SUR LE PAIN

N. 75 *Biscuits de mer et pain.* (Chiffre de la Commission par 100 kilog 6 fr.)

M. Maroux dépose une demande de scrutin; aucun gouvernement n'avait osé encore demander un impôt sur le pain, dit-il; cette honte était réservée au gouvernement républicain. (Applaudissement à gauche.)

Il faut que nous sachions où sont les affameurs du peuple et où sont les fils de la révolution. (Rires ironiques à droite.)

M. de Villebois-Mareuil, rapporteur : En 1861, le pain a été frappé d'un droit de 1 fr. 20, et depuis cette époque, le pain n'a pas cessé de payer ce droit, il n'y a donc pas innovation, mais simplement une augmentation qui a pour but de faire cesser une inégalité flagrante.

On a supposé le blé et la farine, il fallait donc imposer le pain.

M. Peytral. — C'est avec l'argument contraire qu'on a obtenu de la Chambre le droit sur le blé. (Rumeurs au centre).

M. Méline, de sa place, interpelle M. Peytral : leurs paroles se perdent dans le bruit.

LA BOULANGERIE DANS LE NORD

M. de Villebois-Mareuil. — Ce qui est certain, c'est qu'on ne pouvait prévoir que l'importation du pain prendrait une importance excessive, et atteindrait douze millions de kilog. (Réclamations à gauche.)

M. Viger. — Mais certainement, voyez ce qui se passe dans le département du Nord.

M. de Villebois-Mareuil. — A la frontière, l'industrie de la boulangerie est ruinée; il y a non seulement un danger pour le commerce français, mais aussi pour la défense nationale. Les droits proposés par la commission des douanes sont de beaucoup inférieurs à ceux des nations qui nous entourent. (Applaudissements à droite.)

M. Viger demande d'ajouter que le droit ne soit pas applicable aux petites quantités de pain importées par les riverains pour leur consommation journalière.

M. Durand. — Souvenez-vous, qu'un jour, les ouvriers ont écrit sur leur drapeau : Du pain ou du plomb ! il ne faut pas l'oublier. (Exclamations ironiques à droite).

M. de Villebois-Mareuil. — Vous savez bien qu'il ne s'agit pas d'un impôt sur le pain, mais d'un droit sur le pain fabriqué à l'étranger.

M. Peytral. — On a dit que le droit sur le blé n'aurait pas de répercussion sensible sur le pain et pourtant vous voyez que vous êtes obligé de confesser le contraire.

M. Mélin. — Mais c'est évident.

M. Peytral, après avoir longuement expliqué comment il était opéré l'importation du pain à la frontière, veut bien reconnaître que le droit demandé est logique, mais ajoute-t-il bien vite, il est injuste si quelques centaines de mille ouvriers peuvent profiter de l'importation du pain à la frontière, pourquoi leur enlever cette situation ?

M. Thomas. — Pour moi, j'ai bien voté les droits sur les blés, mais je refuserai de voter le droit sur le pain. (Interruptions au centre.)

M. Viger. — Vous voulez bien protéger vos électeurs mais vous ne voulez pas protéger les boulangers du Nord.

M. Thomas. — Il n'est pas possible de créer par des lois une égalité absolue pour tous les citoyens. Exclamations à droite, cris : la clôture.)

M. Viger défend sa proposition additionnelle.

On met aux voix le chiffre de 6 francs proposé par la commission et le gouvernement. L'agitation est extrême.

Il est repoussé par 241 voix contre 216. (Applaudissements à gauche.)

M. Mélin est furieux et rassemble autour de lui ses amis.

M. Dumay demande de fixer à un des plus prochains mercredis la question brûlante (sic) des bureaux de placement.

M. Méry dit que la commission saisie du projet de loi s'en occupe.

La séance levée à 7 heures 10, et renvoyée à demain.

NOUVELLES DU JOUR

L'affaire du Panama

Paris, 15 juin. — Le bruit de la comparution de MM. de Lesseps et autres devant M. Prinet est inexact; M. Prinet, qui souffre actuellement de la goutte, n'est pas venu aujourd'hui à son cabinet; d'autre part le dossier de l'affaire n'a pas dû lui parvenir avant ce matin au plus tôt, car il était encore samedi soir chez M. Quesnay de Beaurepaire.

C'est pour les deux raisons ci-dessus que, comme nous l'avons annoncé, M. Prinet a lancé les citations pour les 22 et 23 courant.

Paris, 15 juin. — L'impression que nous avons recueillie aujourd'hui, l'affaire étant déjà un peu usée, comme on dit vulgairement, est que l'instruction contre les Administrateurs du Panama durera des années ou n'aboutira qu'à des poursuites pour des faits de moindre importance constituant des violations quelconques à la loi sur les sociétés.

Ainsi que nous le faisions prévoir, le gouvernement ne veut qu'éviter un nouveau débat passionné à la Chambre des députés républicains tout heureux d'invoquer le glorieux passé de M. de Lesseps pour qu'il ne soit pas voué aux gémonies et eux avec lui.

Arrestation d'un banquier à Paris

Paris, 15 juin. — Ce soir, M. Guérin, commissaire de police, a procédé à l'arrestation du sieur Favre, banquier, rue de la Victoire, 56.

Les opérations de Favre consistaient principalement en spéculations sur les courses : pour quatre mille francs déposés, les clients devaient toucher trois cents francs par mois.

Dans un prospectus, qui est un chef-d'œuvre d'aplomb, Favre mettait les amateurs en garde contre les promesses fantastiques dont les événements récents ont malheureusement démontré l'inanité (*sic*), et il concluait à la confiance absolue que devaient inspirer les siennes.

Ses victimes sont nombreuses, paraît-il. Favre a été ce soir même, écroué au dépôt.

Une réunion révisionniste à Paris

Paris, 15 juin. — Les groupes révisionnistes de la Seine, réunis, ce soir, salle Wagram, ont voté un ordre du jour invitant les députés révisionnistes, présents pour la plupart à la réunion, à poursuivre la mise en accusation des ministres et des traîtres qui se vendent ou laissent vendre les secrets de la défense nationale à l'étranger, qu'ils s'appellent Triponé, Mathieu, Ladvocat ou même Freycinet.

Au cours de la réunion, M. Philibert Roger, directeur de l'*Alerte*, connu pour ses opinions sémitiques, a été violemment expulsé par une dizaine d'assistants qui l'ont mis dans un piteux état.

Les divers orateurs ont vivement attaqué la féodalité juive, ils ont dénoncé les manœuvres financières.

M. Laur, notamment, a accusé M. de Rostchild d'avoir trahi la France en faveur de l'Allemagne, en empêchant l'emprunt russe.

Une catastrophe en Russie

Paris, 15 juin. — D'après une dépêche de Moscou, un bateau contenant cinq cents condamnés à destination de la Sibérie, aurait sombré jeudi, dans le Volga.

Un grand nombre auraient péri. Les détails manquent.

La grève de Lyon

Lyon, 15 juin. — Ce matin, la Compagnie des tramways a voulu faire sortir un camion pour aller chercher du fourrage à la gare de l'Est, mais les grévistes l'ont dételé et laissé en panne au milieu de la rue.

Les grévistes arrêtés hier soir n'ont pas été remis en liberté. Quelques arrestations seront maintenues, et les individus passeront cette après-midi au petit parquet. M. Chenest, procureur de la République, a déclaré qu'il fallait faire quelques exemples.

A onze heures, le préfet a reçu contradictoirement les administrateurs de la compagnie et les délégués de la chambre syndicale des grévistes. L'entrevue a duré une heure.

Le préfet a offert de nommer un arbitre qui résoudrait les questions pendantes, mais il faudrait pour cela que le travail reprit immédiatement.

Les administrateurs de la compagnie ont accepté ce système, mais les délégués grévistes ont déclaré qu'ils ne pouvaient l'accepter, leur mandat ne leur permettant pas de prendre une solution.

Ils rendront compte ce soir aux grévistes de leurs démarches.

Vols à Lyon

Lyon, 15 juin. — La police a arrêté, aujourd'hui 14 individus pour vols de soies et recel. D'autres arrestations en assez grand nombre, sont probables pour demain.

Les événements du Tessin

Berne, 15 juin. — Le Conseil fédéral s'est prononcé pour l'amnistie en faveur des personnes compromises dans les événements du Tessin.

Brigands et soldats russes

Saint-Pétersbourg, 15 juin. — On mande de Batoum qu'une chaloupe dans laquelle se trouvaient cinq soldats russes a rencontré en mer une embarcation à 12 rames montée par des indigènes suspects.

Les soldats ont ordonné à cette embarcation de s'arrêter, mais les indigènes ont tiré sur eux et en ont tué quatre et blessé un.

Le fait ayant été remarqué du rivage, une autre chaloupe, montée par quatre soldats, a été envoyée à la poursuite des brigands, mais ces quatre soldats ont eu le même sort que leurs camarades.

Une troisième chaloupe, portant aussi des soldats, ayant été envoyée contre les brigands, ces derniers ont fini par prendre la fuite.

Il y a en tout six soldats tués et trois blessés. Une canonnière a reçu l'ordre de faire la chasse aux brigands.

Les Italiens à Massouah

Rome, 15 juin. — M. di Rudinì déclare au Sénat qu'il a maintenu l'occupation du triangle de Massouah, d'Asmara et de Ksrey ; il a réduit les plans d'organisation militaire de l'Afrique contre l'avis de la commission.

Massouah, ajoute-t-il, ne peut être abandonné : limiter l'occupation est une question italienne, l'abandon serait une question internationale qui troublerait l'équilibre de la mer Rouge. Néanmoins, il faut éviter les luttes inopportunes pour notre position en Europe et en raison de notre situation financière et économique.

La protection des étrangers en Chine

Paris, 15 juin. — A la suite de la démarche du corps diplomatique, l'empereur de Chine vient de signer un décret qui prescrit toutes les mesures nécessaires pour la protection des missions. Les auteurs des désordres qui se sont produits dans le Yang-Tsée seront punis, et une prompte solution sera donnée aux affaires pendantes.

La proclamation de l'empereur sera affichée dans toutes les provinces.

Le droit sur les maïs

Paris, 15 juin. — La commission des douanes a été appelée à examiner de nouveau les droits sur les maïs; elle a maintenu ses précédentes décisions; cependant elle a adopté un amendement de M. Raynal tendant à l'admission temporaire des maïs destinés à la fabrication des alcools brûlés à 90 degrés.

Un scandale à Saint-Pétersbourg

Saint-Pétersbourg, 15 juin. — Un grand scandale vient d'éclater dans notre capitale. Par ordre de l'empereur Alexandre III, la princesse W... vient d'être exilée en Sibérie. Il y a quelques jours un haut fonctionnaire de notre cour épousait sa fille. Dans la corbeille de noces de celle-ci il avait mis une somme de 20.000 roubles (environ 65.000 francs) en billets de banque.

Cet argent a été volé par la princesse qui, vu les preuves accablantes qu'elle avait contre soi, a avoué ce vol.

Pour ne pas faire le scandale trop retentissant, elle est exilée en Sibérie pour le reste de sa vie.

Son mari qui occupe une haute position à Saint-Pétersbourg et son fils qui est officier de la garde impériale n'ont pas même accompagné la malheureuse, quand elle s'est embarquée à la gare du chemin de fer Nicolajevsk entre deux gendarmes pour se rendre dans son lieu de bannissement. L'aristocratie est indignée chez nous qu'un fait pareil ait pu se commettre.

Le massacre des missions en Chine

Pékin, 15 juin. — L'empereur de Chine vient de signer un décret prescrivant de punir les auteurs des désordres qui se sont produits dans le Yang-Tse et de donner une prompte solution aux affaires pendantes.

Une proclamation en ce sens sera publie dans toutes les provinces de l'empire.

Contre la France

Rome, 15 juin. — On me fait remarquer la coïncidence d'une double action politique, de la part de la triple alliance contre la France. D'un côté, les journaux autorisés de Berlin et de Vienne insistent sur les dangers de l'idée républicaine en Europe, idée dont la France est la promotrice. La Porte elle-même est entrée dans cette campagne.

D'un autre côté, la *Gazette de la Croix*, dans une lettre de Rome, et dont l'inspiration n'est pas douteuse commence une campagne contre le protectorat français en Orient, sous prétexte que ce protectorat gêne la Russie. L'on sait les attaches de ce grand organe, qui s'occupe de préférence de questions internationales.

Cette coïncidence ne saurait être fortuite, me dit-on. On m'assure qu'elle a pour but de semer des défiances entre la France et la Russie, et en même temps de peser sur le roi Humbert, en agitant le spectre rouge de la République victorieuse. Il est probable que la Russie ne se laissera pas leurrer par ces jeux d'enfants : il est moins probable que le Quirinal évite le piège tendu avec un certain art.

L'Encyclique et l'Episcopat

S. Em. le cardinal Langénieux a envoyé au Pape, en son nom et au nom de son clergé, une lettre de reconnaissance pour l'Encyclique.

Les Tremblements de terre en Italie

Catane, 15 juin. — Hier soir, une violente secousse a été ressentie, ainsi qu'à Modica, à Mineo et à Gisrre.

Incendies en mer

Queenstown, 15 juin. — Le steamer *City-of-Richmond*, de la *Inman Line*, est arrivé hier avec le feu parmi les balles de coton de sa cargaison.

Le feu fut signalé à minuit, le 8 juin. Aussitôt, l'émoi le plus grand se manifesta parmi les passagers.

On fit les efforts les plus énergiques pour se rendre maître de l'incendie et l'on remplit, en attendant, les canots de vivres.

A huit heures, le *Counsellor* s'approcha, grâce aux signaux de détresse, et resta auprès du *City-of-Richmond* jusqu'à l'arrivée de la *Servra*, qui escorta le steamer jusqu'ici.

Bordeaux, 15 juin. — Hier, un incendie s'est déclaré à bord du navire suédois *Cardiff*, en rade de Bordeaux.

Le feu a pris naissance dans la chambre des machines et s'est communiqué à la soute à charbon. Les pompiers, aussitôt prévenus, se sont rendus maîtres de l'incendie avant qu'il eût pu occasionner de grands dégâts.

Les pertes sont peu importantes.

Le bill Mac-Kinley

On écrit de New-York :

« Le tarif nouveau cause beaucoup de trouble à la douane de New-York. On sait que les objets importés sont taxés *ad valorem*, or il est difficile d'apprécier cette valeur : il y a bien un bureau d'experts, mais ses appréciations varient, et le commerce ne sait à quoi s'en tenir.

» A qui faut-il en appeler de la décision de ce bureau ? Les cours de justice répondent qu'elles ne peuvent suffire à la besogne et qu'il faut une chambre spéciale. Quand le postier directeur des douanes n'était pas politique, on pouvait s'entendre ; aujourd'hui, on veut appliquer la loi dans sa rigueur, et les plaintes sont nombreuses.

» La situation est on ne peut plus embrouillée. Les exportations en souffrent, et les négociants qui reçoivent les produits étrangers ne savent pas ce qu'ils doivent payer ; on leur inflige des amendes qui les ruinent. Le bill Mac Kinley est donc maudit partout. »

LES TIRAGES DE PANAMA ET DE SUEZ

Paris, 15 juin. — Contrairement aux prévisions, les tirages de Panama et de Suez ont eu lieu, cette après-midi, sans incidents.

Au Panama, environ cinq cents personnes; M. Montchicourt est absent : quelques porteurs le réclament, « il a peur » crie une voix. Un autre demande où se feront les tirages lorsque la boutique (*sic*) sera vendue. Le président répond qu'un avis inséré dans les journaux préviendrait les intéressés quelques jours auparavant.

On procède ensuite aux opérations du tirage.

Le numéro 652.255 gagne 250.000 fr.

Le numéro 853.324 gagne 100.000 fr.

Les numéros 1.386 790 et 142.308, chacun 10.000 francs

Les numéros 871.404 et 1.353.793, chacun 5.000 francs.

Les numéros 1.735.553 — 59.094 — 869 841 — 568.395 — 1.091.516 gagnent chacun 2.000 fr.

Les 50 numéros suivants gagnent chacun 1.000 francs :

1.132.144	1.840.399	915.845	1.573.910
1.758.694	1.293.620	1.415.072	1.119.773
407.094	1.976.128	509 022	138.404
434.741	1.682.389	392.988	589.023
137.536	445.435	1.423.343	1.812.571
1.189.370	1.240.083	1.646.219	359.533
896.385	569 668	847.279	247.166
1.821.316	233 245	415.033	68 574
1.525.831	1.309.015	530.785	1.104.836
1.481.028	387 012	473.491	1.805.375
354.249	1.899.980	1.343 036	424.971
779.928			

La Compagnie de Panama gagne un lot de 10,000, un lot de 5.000 et un de 2,000 fr.

Tirage de Suez. — Le calme est absolu ; deux cents personnes à peine sont présentes. On procède sans incidents aux opérations du tirage.

Le numéro 26.761 gagne 150.000 fr.

Les numéro 107.566 et 319 630 chacun 25,000 fr.

Les numéros 124,064 et 140,326 chacun 5,000 fr.

Les numéros suivants gagnent chacun 2000 francs : 76156, 33469, 130774, 161730, 280067, 16821, 265955, 106356, 5725.

D'autre part 1146 autres numéros ont été appelés au remboursement au pair.

AUTRES TIRAGES DU 15 JUIN

Emprunt de Paris, 1865. — Au tirage d'obligations de la ville de Paris, emprunt 1865, le numéro 10,207 gagne 150,000 francs.

Le numéro 252,247 gagne 50,000 fr.

Les numéros 544,015 — 348, 53 — 280,093 — 289 022 gagnent chacun 10,000 fr.

Les numéro 578,803 — 484,425 — 488,536 — 501.213 — 63,483 gagnent chacun 5,000 f.

Bons de la presse. — Le numéro 434.021 gagne 30,000 fr.

Le numéro 496.443 gagne 10,000 fr.

Les numéros suivants gagnent divers lots de 250, 200 et 100 francs.

Le Brigadier et Pandore

Deux gendarmes, un beau dimanche
Chevauchaient le long d'un sentier;
L'un portait la sardine blanche,
L'autre le jaune baudrier,
Le premier dit d'une voix sonore :
« Le CONGO, c'est un bon savon ! »
— Brigadier, répondit Pandore,
Brigadier, vous avez raison ! »

27054 *Un chansonnier roubaisien à Victor Vaissier.*

CHRONIQUE LOCALE

ROUBAIX

La situation à Roubaix. — La détente que nous avons signalée hier, paraît s'accentuer; on signale une reprise parmi les tisserands que la grève des rentreurs avait forcés de chômer.

Les rentreurs ne semblent pas disposés à réintégrer les ateliers. Ils se réunissent toujours au siège du syndicat et circulent en ville par petits groupes.

Mardi matin, une grève d'environ 200 trieurs s'est déclarée au peignage mécanique de M. Alfred Motte, rue d'Avelghem. Les trieurs se divisent en deux catégories : les trieurs proprement dits et ceux que l'on appelle « les demi-ouvriers. » Ils sont payés à l'heure. Ils ont réclamé, mardi matin, les trieurs une augmentation de 5 centimes à l'heure, les autres une augmentation de trois centimes. N'ayant pas reçu immédiatement satisfaction, ils ont quitté le travail.

La Commission de la chambre syndicale des rentreurs a fait afficher, mardi après-midi, un mot feste adressé aux petits commerçants.

Ce document est trop long pour que nous le reproduisions en entier : il endosse, une fois de plus, la responsabilité de la situation aux patrons qu'il attaque avec beaucoup de véhémence.

Nous y lisons que les rentreurs ne gagnent, en moyenne, que 30 francs par semaine, et que, s'ils se sont mis en grève, c'est qu'ils ont appris que les patrons voulaient abattre (?) les syndicats, à commencer par celui des rentreurs.

La commission affirme ensuite que les rentreurs sont appuyés par un grand nombre de petits commerçants, et les remercie en terminant au cri de « Vive la solidarité ! »

La « Roubaisienne » au Catesu. — Voici les succès obtenus par la *Roubaisienne* au concours de gymnastique du Catesu :

Concours de pupilles : Roubaisienne : monvements spéciaux, 1er prix; course en section, 1er prix; course individuelle, 3e prix.

Concours de gymnastes ; division d'excellence. *Roubaisienne* : Course individuelle, 1er prix, M. Olivier ; course en section, 2e prix ; concours de mouvements imposé, 2e prix.

Concours de tir en sections; division d'excellence; *Roubaisienne* 3e prix.

Concours de tir individuel; division d'excellence; 2e prix, M. Jules Piesvaux, de la *Roubaisienne*.

Mouvements d'ensemble spéciaux, division supérieure : 1er prix, la *Dunkerquoise*; Cambrai et Roubaix devaient concourir avec Dunkerque mais n'ont pas concouru.

Nos félicitations à nos vaillants gymnastes et à leur chef intelligent et toujours si dévoué, M. Achille Libouton.

Avis militaire. — Aux termes de l'article 21 *modifié* de la loi du 15 juillet 1889, lorsque 2 frères serveni comme *appelés*, le dispensé qui en fera la demande ne sera incorporé qu'après l'expiration du temps obligatoire de service de son frère.

Les jeunes gens qui adresseront une réclamation en ce sens, à M. le commandant du bureau de recrutement de Lille, devront faire connaître sur leur demande :

1° Que leur frère sert comme appelé et qu'il n'est ni engagé volontaire, ni rengagé, ni commissionné, ni officier ; 2° Leur numéro de tirage et le canton auquel ils appartiennent ; 3° Le numéro, le canton et le régiment auquel appartient leur frère ; 4° Leur adresse exacte.

Une agression au Petit-Beaumont. — Les attaques *diurnes* se succèdent à Roubaix. Dimanche après-midi, quatre jeunes filles du Kaverdi revenaient de la campagne, par le chemin de la ferme de Bourgueuis, quand elles rencontrèrent plusieurs individus légèrement pris de boisson, qui leur adressèrent des mots plaisants. Les jeunes filles continuèrent leur route, mais les quidams les rejoignirent et les rouèrent de coups. Le garde-champêtre Mayeux, attiré par les cris des demoiselles, accourut : aidé de quelques promeneurs que cette scène avait indignés, il parvint à arrêter l'un des agresseurs qui se nomme Jules Dumont.

L'agression du Beau-Chêne. — Le second complice de l'ignoble attentat, commis vendredi soir, au Pont du Beau-Chêne, se nomme Charles Scen; c'est un rentreur, âgé de 21 ans, et habitant rue de la Guinguette, cour Dubar. Il résulte des renseignements recueillis que les deux jeunes gens arrêtés jusqu'ici ne sont pas les principaux coupables; tout fait espérer que dans quelques jours ceux-ci seront pincés.

Un enduroi. — On se souvient encore à Roubaix que, lorsque l'empereur Napoléon III vint visiter notre ville, on découvrit un complot en vue de faire sauter le train impérial. Un homme, dont la famille est connue à Tourcoing, fut arrêté au moment où il introduisait en France la poudre destinée à accomplir la tentative criminelle, et qu'il était allé chercher en Belgique. Il fut de ce fait condamné à cinq ans de réclusion, et à dix ans de travaux forcés.

Le prisonnier, à l'expiration de sa peine, revint à Tourcoing où il fut de nouveau arrêté pour abus de confiance : il fut encore condamné à cinq ans de prison qu'il purgea à l'abbaye de Loos. Il en sortit, il y a quelques jours, et, dimanche, se trouvant sans ressources, il s'est présenté chez M. Martin, commissaire de police de la rue des Arts, lui demandant de le diriger sur Loos, où il est certain, dit-il, de trouver à s'occuper. Le malheureux a naturellement été éconduit, mais il a de grandes chances pour qu'il réintègre bientôt son ancienne résidence.

Un vol rue du Vieil-Abreuvoir. — Lundi matin, un gamin d'une douzaine d'années, qui a refusé de donner son nom, s'introduisait dans le magasin de M. Lequenne, boulanger. Il ouvrit le tiroir du comptoir et y enleva une somme de six francs. Mme Lequenne, qui était dans sa cuisine, entendit un léger bruit et s'aperçut du fait. Elle sortit aussitôt. Le gamin s'enfuit à toutes jambes, mais il fut poursuivi jusque sur la Grand'Place où il fut arrêté par un agent; il tenait encore en main l'argent volé.

Un vol rue Decrême. — Mme Cottignies, épicière, rue Decrême s'était fait confectionner des poches en toile qu'elle portait constamment sur elle et dans lesquelles elle plaçait chaque jour ses recettes. Lundi matin, en s'habillant, elle déposa cet argent sur un meuble et partit servir des clients. Lorsqu'elle revint, tout avait disparu. La maison ayant plusieurs issues, Mme Cottignies ne sait sur qui porter ses soupçons; le vol a dû être commis par une personne connaissant bien l'habitation.

Un vol rue des Longues-Haies. — Des malfaiteurs se sont introduits, la nuit de dimanche, chez M. Vercoutere-Lenn, cabaretier, rue des Longues-Haies, 251. Les voleurs, n'ayant pas trouvé d'argent, ont fait main basse sur une certaine quantité d'objets mobiliers. Une enquête et ouverte.

Une tentative de vol, boulevard de Beaurepaire. — Dans la nuit de dimanche à lundi, des malfaiteurs ont voulu s'introduire chez un professeur habitant le boulevard de Beaurepaire. Après avoir fracturé le volet, ils ont brisé un carreau. Ils ont dû être dérangés par un passant, car ils sont partis sans pénétrer dans l'habitation.

Pour les vélocipédistes.. — Presque tous les sports ont leur manuel : il en existe des douzaines sur l'art de monter à cheval, sur l'escrime, etc. La vélocipédie, quidevient chaque jour de plus en plus le sport à la mode, et qui, dans un avenir prochain, sera d'une application aussi universelle, manquait encore d'un traité pratique donnant l'historique du vélocipède, en démontrant les avantages hygiéniques, fournissant aux débutants les conseils dont ils ont besoin, etc.

Cette lacune vient d'être très heureusement remplie par M. Amédée Maquoire, un technicien doublé d'un ingénieux inventeur : son « traité pratique de vélocipédie », élégamment écrit et donnant sur le « vélo » tous les renseignements qu'il est possible de désirer, sera bientôt le *vade-mecum* de tous les amateurs de ce genre de sport. L'opuscule se termine par une série de dessins, mettant sous les yeux du lecteur une sorte d'exposition de machines vélocipédiques — un « Stanley-show » en raccourci — qui lui permettra de faire un choix éclairé, tant au point de vue mécanique, qu'à celui de l'usage spécial qu'il compte faire de son acquisition.

En vente à la librairie du *Journal de Roubaix*.

Un accident, rue de Tourcoing. — Lundi matin, un conducteur de voiture, M. Jules Ennion, passait avec son équipage rue de Tourcoing. En cet instant, M. Léopold Verfaille débouche de la rue Jacquard et vint se jeter dans les jambes du cheval. Grâce à la présence d'esprit de M. Ennion, qui arrêta son cheval net, il n'en reçut que des contusions peu graves et une plaie à la tête nullement dangereuse. Le blessé a été transporté cour Delannoy.

Un accident rue Mimerel. — Lundi à trois heures de l'après-midi un chapentier âgé de cinq-cinq ans, travaillait au premier étage d'une maison en construction rue Mimerel, est tombé de son échafaudage. Il vint s'abîmer dans la cave. Le blessé porte aux reins et au genou droit des contusions graves. Il a été transporté chez lui.

Un accident rue Lacroix. — Deux enfants qui passaient lundi matin, rue Lacroix, entendirent des cris perçants. Ils entrèrent dans la maison d'où ces clameurs sortaient, et prévinrent une locataire, Mme Desbonry, qui monta à l'étage. Un tisserand, M. Edmond Vanoutegliem, dans un accès d'épilepsie, était tombé de son lit et il lui était impossible de se relever. Le malheureux s'était fracturé le genou droit.

Une douce créature. — Une scène de violence a eu lieu dimanche soir, rue Ste-Elisabeth. Une femme, âgée de 42 ans, Mme Hortense Hornaert a été grièvement blessée par une de ses voisines, Mme Castermann, dans les circonstances suivantes : Une certaine animosité régnait entre les deux femmes. Mme Castermann se présenta chez sa voisine en l'apostrophant d'une façon très grossière ; sans lui laisser le temps de répondre, elle s'empara de tous les objets qui lui tombaient sous la main et les lança à la tête de la pauvre femme ; celle-ci s'affaissa. Lorsque le médecin arriva, elle était sans connaissance. Elle portait à la tête deux blessures, mettant l'os crânien à nu sur une longueur de dix centimètres.

Comme on le pense, cette scène avait provoqué un rassemblement considérable. La police arriva et Mme Castermann fut arrêtée ; elle a déclaré que si elle n'avait pas tué Mme Hornaert c'est parce qu'elle n'avait pas pu le faire.

Un enfant blessé à l'Epeule. — Le camion d'un industriel de la rue du Grand-Chemin descendait la rue de l'Epeule, lundi matin : le conducteur, M. Henri Vanderberghe, voulut faire descendre des enfants grimpés sur l'arrière-train du véhicule. L'un des gamins, un bambin de sept ans, Maurice Depracte, eut en sautant les doigts pris dans la manivelle en fer destinée à serrer les chargements, et resta suspendu pendant quelques instants. Des passants se portèrent au secours de l'enfant qui a reçu des contusions au poignet et a eu les deux premiers doigts de la main droite foulés.

Nécrologie. — On annonce la mort de dame Lévine Meurisse, membre du Tiers Ordre de Saint-Dominique, épouse de M. Henri Leplat, décédée dans sa cinquante et unième année, rue de Tournai, 46. Ses funérailles auront lieu, le vendredi, 19 courant, à 9 heures 1/2, en l'église du Très Saint-Rédempteur.

Wattrelos. — Une enquête d'utilité publique est ouverte relativement au projet de division de la section électorale municipale du centre.

Pendant 8 jours du 15 au 22 juin 1891, inclusivement, les pièces concernant le projet seront déposées à la Mairie de Wattrelos, à la disposition des intéressés. A l'expiration du délai de huitaine, le mardi 23 juin, de 3 à 5 heures du soir, M. Donvry, conseiller d'arrondissement, délégué à cet effet, recevra à la Mairie de Wattrelos, toutes les observations et réclamations pour ou contre le dit projet.

Croix. — MM. Claeys et Dujardin, de la rue de Belfort, à l'Alma-tte, qui avaient été arrêtés comme complices dans les vols de laines commis à Roubaix, ont été mis en liberté provisoire, sous la condition qu'ils se tiendraient à la disposition de la justice.

— On sait que la société de gymnastique la *Patriote*, s'était rendue dimanche au Catesu pour assister à un concours.

On nous rapporte qu'un gymnasiarque, Gustave Vanhoutte, habitant la Ruelle, à Croix, serait tombé au cours des exercices et se serait fait des blessures assez graves. Il n'aurait même pas pu revenir, dimanche soir.

Lys les Lannoy. — CONSEIL MUNICIPAL. — *Session ordinaire de mai.* — Séance du 15 janvier 1891.

La séance est ouverte à 5 h. 1/4 sous la présidence de M. Louis Bontemy, maire.

Sont présents : MM. Agathon Jonville, Pierre Echevin, adjoints, Delannoy, Louis Meurisse, Pierre Dubar, Corsin, J. Barbieux, Henri Desprets, François Benscart, Aimable Selosse, Alphonse Fauvarque, Pierre Desprets, Achille Droissart, Paul Salembier, Louis Lepers, Henri Gossart, Pierre Six, Jules Hespel.

Absent : M. J.-François Hespel.

M. Liénart, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance du 16 mars 1891, qui est adopté sans observations.

M. le Maire — Vous savez que le projet de pavé du Pile à la Fontière a été rejeté par le Conseil municipal de Roubaix. M. le docteur Derville, conseiller, a fait erreur en déclarant qu'un dixième seulement de la population était intéressé à la construction de ce chemin. (Approbations). Moi, je dis qu'il y a certainement la moitié des habitants qui désireraient voir construire cette route qui relierait directement la gare du Pile à la frontière. Elle diminuerait la distance de Roubaix à Tournai de 3 à 4 kilomètres au moins. (Approbations).

C'est une question dont nous n'avons plus à nous occuper et il est regrettable que Roubaix n'ait pas accepté. Si ces messieurs avaient connu la commune de Lys, comme nous la connaissons, ils n'auraient certes pas voté ainsi.

Quand M. Derville vient dans l'agglomération, il suit la rue Bois et il ne voit que ce quartier.

M. Echevin. — M. Derville devrait chercher à diminuer sa route pour aller voir ses malades ; mais nous n'avons pas à nous occuper de ce que font nos conseillers voisins.

M. le Maire. — Ce projet n'est pas nouveau, M. Delannoy l'avait soumis il y a une vingtaine d'années.

M. le Maire. — Si M. Derville était venu à Lys consulter quelques conseillers, ces derniers auraient pu lui prouver l'utilité de la route projetée.

Enfin c'est une question enterrée pour le moment.

Le conseil aborde le budget supplémentaire de 1891.

M. le Maire. En ce qui concerne le recensement, vu l'accroissement de la population, je propose de voter 30 fr. au lieu de 25 fr. ; adopté.

M. Henri Desprets demande qu'on vote des remerciements aux personnes qui s'en sont occupées. Adopté.

Le Conseil vota 2,000 fr. pour le chemin dit Cailleu.

M. le Maire. — M. Dubar ne voulant plus se charger des distributions pour le bureau de bienfaisance, j'ai prié le garde de le faire.

M. le Maire fait ensuite l'éloge de M. Delabousse et propose de lui voter 100 fr. de supplément. Adopté.

M. le Maire lit une lettre de M. Legrand, président de la société de gymnastique l'*Avant Garde*. Nous avons déjà, dit-il, voté le principe d'une subvention l'année dernière, il ne reste plus qu'à fixer la somme.

Un conseiller. — D'autres sociétés viendront encore, on n'en finira plus.

M. Henri Desprets propose de voter 150 francs.

M. Echevin. — 100 francs me semblent suffisants. Adopté.

Le budget supplémentaire est ensuite voté. Il reste sur ce budget, après les nouvelles dépenses portées environ 100 fr. excédent de recettes que nous inscrirons pour l'entretien des édifices communaux.

L'ordre du jour appelle l'examen du budget primitif de 1892, qui est adopté.

Pour la poste, M. le maire dit qu'il fera la demande d'une deuxième distribution.

L'assemblée vote 100 fr. à M. Parmentier, docteur, pour tubes fournis à l'occasion de la vaccination des enfants de l'école.

Un conseiller demande qu'on ferme le cimetière la nuit.

M. le Maire. — A propos du cimetière, on a parlé de faire un abri. Je demande au Conseil l'autorisation de faire les démarches nécessaires. — Accepté.

M. le Maire lit ensuite une pétition émanant des habitants relativement aux marchands forains qui viennent s'installer tous les quinze jours en face de la filature de MM. Boutmy frères. Les pétitionnaires demandent qu'on leur impose une taxe supplémentaire.

M. le Maire dit que s'ils paient leur place, on ne peut pas les empêcher. A moins de supprimer complètement ce marché.

Plusieurs conseillers font remarquer que ce genre de trafic cause un préjudice aux commerçants de Lys.

Après une assez longue discussion, M. le Maire met aux voix la question du maintien ou la suppression de ce marché.

Par 11 voix contre 8 le Conseil supprime le marché.

M. le Maire. — Je prendrai un arrêté conforme à ce vote.

Après une question de patente soulevée par M. Salembier, la séance est levée à 6 h. 30.

Lys les-Lannoy. — Le Président de la société de gymnastique l'*Avant Garde* avait adressé une requête au Conseil municipal, en vue de favoriser d'une subvention la dite société. Au texte de la pétition, pareille demande avait été déjà formulée l'an dernier : mais le bruit ayant couru que la société était composée d'étrangers, la subvention, dont le principe avait été cependant admis, avait été ajournée. L'allégation ayant été m